

La migration comme réponse à la dégradation des terres ?

Quand la situation villageoise se dégrade à tel point que les récoltes ne suffisent plus à fournir l'alimentation et des revenus nécessaires à la vie élémentaire, la population s'interroge sur les solutions à adopter.

Il y a tout d'abord la *recherche de nouvelles terres*, soit sur le terroir villageois soit dans les environs ; que l'usage de ces terres soit attribué de façon définitive ou temporaire par un village hôte, il s'agit de trouver de nouvelles terres à cultiver. Dans les cas les plus extrêmes le village entier se déplace et trouve un terroir d'accueil.

D'autres solutions techniques peuvent être recherchées : amélioration de la productivité des terres, accent mis sur l'élevage, le maraichage, les produits forestiers non ligneux ou même recherche d'activités non agricoles. Mais la faiblesse des revenus et le manque de formation professionnelle nuient à tout investissement.

Il reste les solutions reposant sur la mobilité des populations, une grande tradition en Afrique :

- La première solution possible réside dans l'*émigration temporaire* de courte ou moyenne durée : la famille envoie un ou plusieurs de ses membres chercher du travail sous quelque forme que ce soit (salaire agricole, commerce...) dans les villages et villes voisines dans le but de rapporter quelques revenus pour satisfaire les besoins vitaux.
- La deuxième solution réside dans une *émigration plus longue* (plusieurs mois voire plus) un peu plus loin, vers les villes, la capitale ou même les villes et capitales des pays voisins. Typiquement ce fût le cas de nombreux ruraux du Burkina Faso partis travailler dans les plantations de Côte d'Ivoire ou à Abidjan. Une partie du salaire de ces travailleurs est envoyée au village.
- La troisième solution, plus radicale et plus hasardeuse, est l'*émigration lointaine de plusieurs années* dans un pays du Nord. C'est ainsi que de nombreuses filières se sont montées pour « aider » à faire partir des jeunes, des adultes et parfois des femmes vers le Nord. Le voyage peut durer de longs mois et coûter très cher, plusieurs milliers d'euros ; il suppose un dispositif d'accueil en Europe puis une longue série d'actions de toutes sortes : période d'acclimatation, de recherche d'emploi, de logement, de papiers...

Le migrant a un devoir vis-à-vis de sa famille qui a investi sur lui : envoyer de l'argent au village. C'est ainsi que se sont mis en place depuis des dizaines d'années des filières d'accueil et des regroupements quasi villageois dans des foyers de migrants et toute une solidarité pour ne pas laisser seul un nouvel arrivant.

Ces travailleurs occupent des emplois peu qualifiés, nocturnes et pénibles et de plus les salaires sont inférieurs aux minimas légaux compte tenu qu'il s'agit souvent de travail non déclaré. Pour les mieux lotis, c'est-à-dire ceux qui ont des autorisations de séjour et une qualification, la situation est plus confortable, le salaire meilleur et la stabilité est assurée.

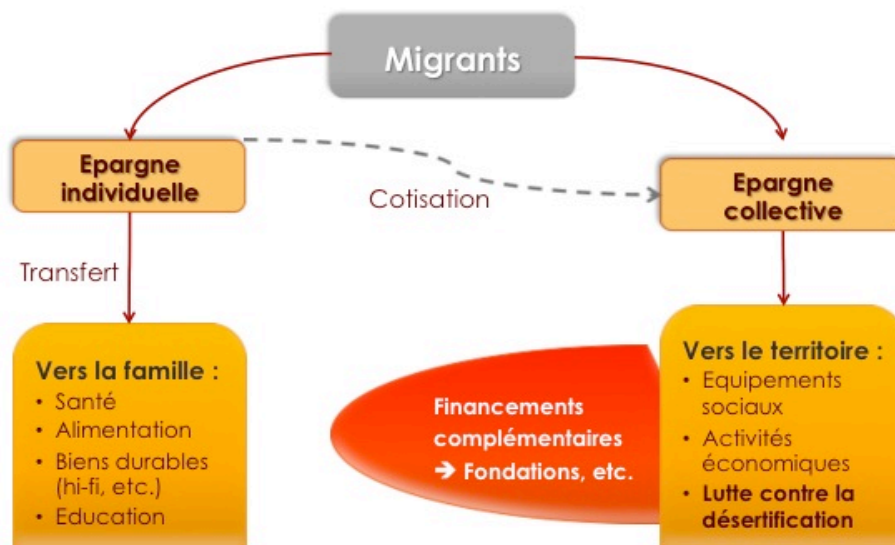
En Europe les salaires ainsi reçus se situent dans des fourchettes allant de quelques centaines d'euros par mois à plus de mille, voire 1 500 € ou plus pour les plus qualifiés et les plus anciens.

Que devient l'argent envoyé au village, quelle que soit la filière utilisée pour ces transits monétaires ?

- Il y a *l'argent envoyé individuellement* à la famille directe : il sert essentiellement à *l'alimentation, puis à la santé, puis à l'amélioration du logement et aux vêtements*, enfin à l'achat d'objets qui améliorent la vie courante : téléphone portable, mobylette, équipement domestique, radio, petit outillage...
- Il y a *l'argent envoyé collectivement* par le groupe des migrants d'un village qui souvent constituent entre eux une association déclarée. Cet argent sert à des investissements collectifs comme l'école (accompagné en outre par le salaire des instituteurs), la mosquée, un puits, un magasin coopératif, un dépôt de médicaments.

Les sommes collectées sont importantes : un travailleur malien résidant dans un foyer à Montreuil près de Paris peut envoyer tous les mois 100 ou 200 € à sa famille et 100 € collectivement ; le reste lui sert à payer la chambre (cent euros ou plus selon que les travailleurs logent à un ou six dans la même chambre), la nourriture, les habits, les déplacements, la santé et quelques rares loisirs (la télévision dans une chambre pour regarder les matchs de foot au pays).

Pour ceux qui gagnent plus, les sommes sont plus importantes et il n'est pas rare qu'une personne envoie plusieurs centaines d'euros par mois. Ajoutons ceux qui investissent au village en y construisant une maison pour leur retour ou en montant une affaire.



Source : d'après AFD, 2003. *Migrations et phénomènes migratoires*, 97 p.

Des sommes considérables sont ainsi envoyées tous les mois¹ ; elles servent à la subsistance des familles et à la satisfaction de besoins élémentaires pour pallier le manque de revenus locaux. On assiste à l'installation d'une économie sous perfusion qui, si elle permet aux villageois restés sur place, de vivre, n'est pas facteur de dynamisation.

On doit s'interroger sur l'utilisation possible d'une partie de ces montants, notamment ceux envoyés à titre collectif, pour des investissements agricoles.

On a déjà des exemples concrets de petites réalisations comme des puits, des pépinières forestières ou pour des arbres fruitiers, des retenues d'eau, des cultures maraichères...

¹ Voir dans la rubrique "En savoir plus" de cette unité pédagogique : *La conférence sur les transferts de fonds des migrants vers le Maghreb et la zone franc*. In : Le Point Sur, n°58, www.diplomatie.gouv.fr. Mars 2012.

On sait que le recours à la micro-finance ne permet pas réellement des investissements agricoles structurants, ces moyens étant plutôt réservés à l'équipement domestique type machine à coudre

Mais on doit se pencher sur la recherche de solutions qui permettraient des financements de plusieurs origines : micro-finance plus argent des migrants ? Les montants risquent encore de ne pas être assez importants, il va falloir les associer à d'autres sources.

Dans le monde le total de l'argent des migrants qui transite du Nord vers le Sud dépasse les 200 milliards de US\$, soit le double du montant de l'APD et plus que les Investissements privés à l'étranger (les IDE). La majeure partie provient du transfert des mexicains installés aux USA vers le Mexique, puis ce sont les transferts des asiatiques travaillant dans les pays du Golfe, puis le transfert des africains installés en Europe. La part de ces transferts dans les PIB de certains pays du Sud est importante, quelques % voire plus.

La piste de l'argent des migrants pour les investissements en LCD et GDT est donc à creuser davantage, tant auprès des villageois qu'auprès des migrants eux-mêmes, avec des arguments économiques convaincants.

On dispose maintenant d'éléments de coût de la restauration et de la réhabilitation des terres dégradées (de quelques dizaines à quelques centaines d'euros par hectare et par an pendant trois ou quatre ans) qui sont suffisamment maîtrisés pour permettre de faire quelques planifications de travaux et de rechercher des financements multiples. Il faudrait examiner comment mettre en place cette **ingénierie compliquée des co-financements**.